



CORALIM - Lundi 14 octobre 2024

Atelier

Comment les environnements alimentaires contribuent-ils à faire changer les comportements alimentaires ?

Cette synthèse a été réalisée par les participants au Mastère Spécialisé « Innovations et Politiques pour une Alimentation Durable » (MS IPAD) de l'Institut Agro Montpellier et du Cirad.

Intervenante : Hélène Charreire, Chercheure et Géographe de la Santé, INRAE
Animatrice : Justine LABARRE, Montpellier Méditerranée Métropole - 3M

A - Qu'est-ce qu'un paysage alimentaire et comment le caractériser ?

Pour comprendre les paysages alimentaires, on met en relation lieux et comportements alimentaires.

Le paysage alimentaire se compose de plusieurs éléments :

1. **Lieux de production :** où sont cultivés ou produits les aliments.
2. **Lieux de vente :** marchés, supermarchés, épiceries, stands de rue.
3. **Lieux de consommation :** restaurants, domiciles, cantines.
4. **Messages publicitaires :** publicités pour certains produits dans l'espace public.

Les comportements alimentaires sont influencés par ces paysages. Par exemple, les personnes âgées ou les jeunes peuvent avoir des habitudes alimentaires différentes en fonction de leur mobilité ou de leur proximité (physique ou financière) à certains types de commerces.

Contrairement à l'âge, des critères tels que l'accessibilité, la mobilité, et la disponibilité des produits peuvent être ajustés pour améliorer l'accès à une alimentation saine.

On distingue 3 types de paysages alimentaires, selon s'il est favorable ou non à la santé :

1. **Le désert alimentaire (food desert) :** une faible accessibilité physique et économique à une offre alimentaire saine, généralement dans des zones sous-développées.
2. **Le borbier alimentaire (food swamp) :** une offre saine est présente mais noyée au milieu de produits ultra-transformés et peu favorables à la santé.



3. **Les mirages alimentaires (food mirage)** : une offre saine est physiquement accessible, mais financièrement hors de portée pour certains segments de la population.

Facteurs clés à prendre en compte pour une alimentation favorable à la santé :

- **Accessibilité spatiale** : la localisation, la distance, le temps de transport nécessaire, et les moyens de mobilité.

- **Disponibilité** : la variété et la quantité de produits offerts dans les commerces locaux.

En quoi l'Urbanisme peut-il répondre à des problématiques de santé ? Plus on est pauvre, plus on a du mal à avoir accès à de l'alimentation saine aux USA. Que se passe-t-il quand on modifie l'environnement urbain ? Comment évaluer ? Les événements de vie engendrent des déménagements donc des modifications de lieux de vie. L'Évolution de l'offre alimentaire va-t-elle modifier des comportements ? Chez qui ? Y a-t-il un lien

entre l'évolution des changements de la ville et le changement des comportements ? Les inégalités vont-elles diminuer ou va-t-on creuser des inégalités ? Il y a une nécessité de transversalité entre les acteurs et entre les services. L'alimentation est déjà présente dans les politiques mais comment peut-on la rendre plus structurante pour ces politiques, pour avoir un impact plus opérationnel et plus concret pour ces paysages alimentaires ?

L'urbanisme au service de la santé alimentaire : exemples de politiques de santé publique et paysages alimentaires menées en Angleterre

À Londres, des actions fortes ont été mises en place pour réguler les environnements alimentaires urbains, avec des objectifs spécifiques :

1. **Publicité réglementée** : interdiction des publicités pour des produits alimentaires non sains à proximité des écoles ou dans les transports publics avant 21h.
2. **Limitation des fast-foods** : pas plus de 5 % de fast-foods dans l'offre de restauration dans certaines zones, et leur implantation est interdite à moins de 400 mètres des écoles.
3. **Facilitation de l'accès à des aliments sains** : installation de nouveaux commerces (kiosques, marchés de producteurs) pour améliorer la disponibilité des produits frais.

B - Comment une collectivité peut-elle influencer ? Focus sur deux projets de territoires.

1. Aix-en-Provence/Marseille : Les Halles des Producteurs - Terres de Provence

Le concept : 2 halles en demi-gros avec conditionnement de 2kg minimum pour éviter d'être trop en concurrence avec les producteurs, 10 à 30 stands avec des marchés



hebdomadaires, une mise à disposition du site et de l'équipement en coopération avec la CA13.

Ouvertures de mars à octobre (ou décembre).

Objectifs initiaux :

Rapprocher les consommateurs des producteurs en facilitant l'accès à une alimentation locale et décarbonée et créer de nouveaux débouchés pour les producteurs

Résultats :

1. 55 producteurs : 40% de bio (pas d'achat/revente - Moins de 50 kms pour les producteurs)
2. 1000 tonnes écoulés en 2023
3. 300k à 3M euro de CA en 2023
4. 110 000 visiteurs, environ 300 par marché
5. 1 programme d'animation pour sensibiliser et rendre plus attractif

Marge de progression : Amélioration des infrastructures, diversification de l'offre, actions pour toucher les populations moins aisées.

Inconvénients :

1. Problématiques avec le demi gros, certains consommateurs n'aiment pas
2. Prix plus élevés que les GMS
3. Expérimentation à venir pour atteindre une cible moins aisée

2. L'Ordonnance Verte à Strasbourg

Le concept : offrir des paniers gratuits de légumes bio aux femmes enceintes, dans le cadre d'une démarche de santé publique visant à lutter contre les perturbateurs endocriniens. Ce programme inclut également des ateliers d'information pour mieux comprendre les impacts des perturbateurs endocriniens sur la santé :

Fonctionnement :

1. Distribution de paniers bio (3 kg de légumes) pendant 2 à 7 mois, selon le quotient familial.
2. Ateliers de sensibilisation dans des médiathèques et centres culturels.

Résultats :

- 911 inscrites, 763 ayant participé aux ateliers.
- Succès du programme grâce à une bonne communication (médecins, sage-femmes).
- 152 bénéficiaires ne sont pas allées au bout du dispositif : 20% en raison d'une gestion compliquée, 65% d'entre elles n'ont pas récupéré + de 4 paniers donc ont été désinscrites du programme
- Mise en place d'un environnement facilitant avec des partenaires diversifiés, en transversalité
- Nécessité de développer une approche transversale pour atteindre des résultats plus durables.



Conclusion : vers une meilleure intégration de l'alimentation dans les politiques publiques

Des initiatives comme celles de Londres, Aix-en-Provence et Strasbourg montrent qu'il est possible de transformer l'environnement urbain pour promouvoir des comportements alimentaires plus sains. Cela nécessite un effort collectif et une collaboration entre les acteurs publics et privés. Il est crucial de continuer à développer des projets innovants et inclusifs pour répondre aux défis alimentaires du 21e siècle. Les paysages alimentaires doivent être mieux intégrés dans les politiques publiques pour améliorer l'accès à une alimentation saine, surtout dans les zones où l'accessibilité est un problème.